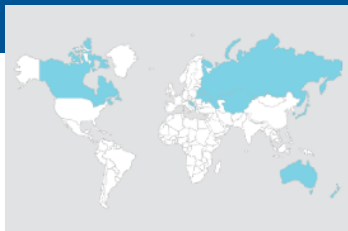


Autres pays développés



À : Négociateurs des autres pays développés à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations
Inclus : Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Russie et autres pays issus de l'URSS, Corée du Sud, etc.

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord global, pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES), qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux, ainsi que pour le reste du monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, il est prévu que nos émissions augmentent dans le futur. Nous pouvons donc décider, ou non, quand nos émissions arrêteront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation.**
3. **Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à à partir de 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Beaucoup de pays développés en subissent déjà les effets, de la montée du niveau de la mer à l'intensification des sécheresses.

Opinion publique

La majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème mais, en même temps, s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour beaucoup de citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. Par ailleurs, la population est fortement opposée à la conclusion d'un accord qui ne requerrait pas des engagements forts des États-Unis et des pays en développement.

Opportunités

Fort heureusement, et ce alors que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus abordables, réduire les émissions pourrait améliorer la santé publique, créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique.

Action nationales

A Paris, nos pays ont fait des engagements pour essayer de résoudre la question du changement climatique, qui, lorsqu'on les additionne arrêterait l'augmentation de nos émissions pour les réduire ensuite légèrement. Des sables bitumineux canadiens, du charbon australien au pétrole et gaz russes, beaucoup de nos économies dépendent des énergies fossiles pour les revenus à l'exportation et les emplois. Le Canada est sorti du protocole de Kyoto et l'Australie qui avait mis en place une taxe carbone, l'a retiré. Cependant, avec la prise de conscience qui grandit et le coût des énergies renouvelables qui diminue, les mesures pour lutter contre le changement climatique se multiplient. Tout accord qui ferait porter sur nous le plus grand fardeau économique pour limiter le changement climatique serait politiquement inacceptable. Le reste de la planète doit se mettre d'accord sur des actions significatives pour qu'un accord international ambitieux soit atteint.

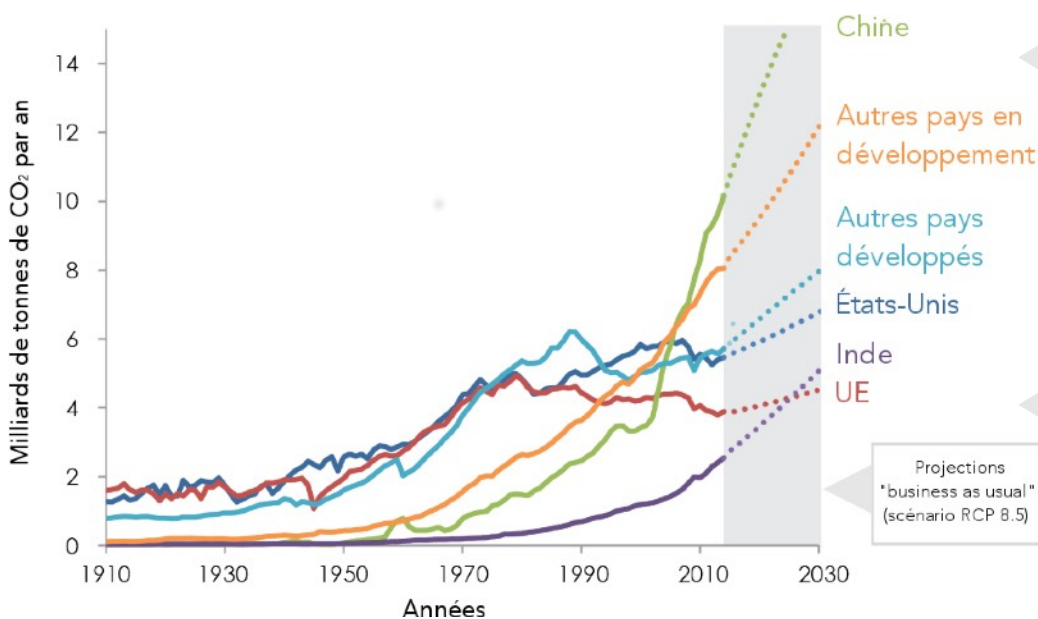
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une petite partie de nos émissions.

Contexte international

- Les émissions chinoises augmentent très rapidement, tout comme celles de l'Inde et des autres pays en développement. La Chine, à elle seule, est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions des pays en développement dépassera bientôt celui des pays développés.
- Les États-Unis et l'Union européenne ont focalisé l'attention lors des négociations à cause de leur pouvoir politique et de leur puissance économique. Comme les « autres pays développés » représentent un groupe de divers pays, nous avons le choix de suivre les États-Unis et l'Union européenne ou de définir notre propre position.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi certainement mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

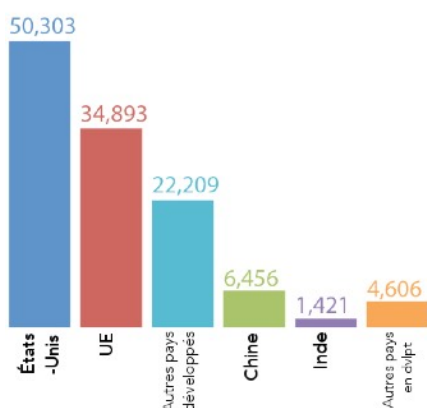
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



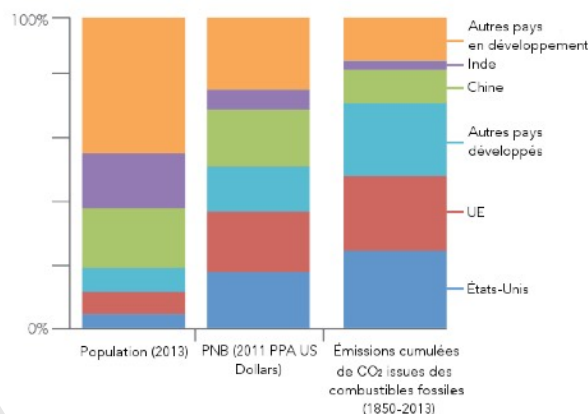
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

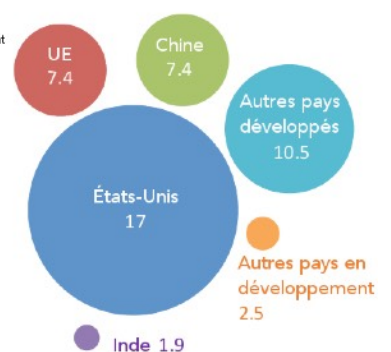
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlppt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).